

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : EUR 41/007/2008 (Public)

ÉFAI

3 avril 2008

Espagne. Amnesty International condamne la campagne de menaces et d'homicides délibérés menée par l'ETA contre des représentants de partis politiques

Londres – Au vu de la récente déclaration du groupe armé basque *Euskadi Ta Askatasuna* (ETA) revendiquant la responsabilité de l'assassinat, le 7 mars 2008, de l'ancien conseiller Isaiás Carrasco, Amnesty International réitère sa condamnation de cet homicide et de la campagne de l'ETA contre les représentants des partis politiques et la presse.

Le 2 avril 2008, le journal basque *Gara* a publié un communiqué de l'ETA, dans lequel l'organisation indépendantiste basque affirme avoir abattu Isaiás Carrasco, ancien conseiller municipal socialiste et revendique quatre autres attentats à l'explosif commis ces derniers mois. Dans la même déclaration, l'ETA menace de s'en prendre à des membres du parti socialiste espagnol (PSOE) : « *Les membres du PSOE croient-ils que l'ETA va rester les bras croisés pendant que l'on torture, que l'on arrête, que l'on emprisonne à vie et que l'on interdit des partis en toute impunité ?* ». L'organisation menace également de s'en prendre au Parti nationaliste basque (EAJ-PNV) et à la chaîne publique de télévision et de radio du Pays basque *Euskal Irrati Telebista* (EITB).

Compte tenu de la longue tradition d'atteintes aux droits humains qui accompagne l'ETA, cette menace d'attaques contre des civils est à prendre au sérieux.

Amnesty International a toujours condamné les violences commises par l'ETA et a systématiquement rejeté tout argument ou objectif invoqué pour justifier de graves atteintes aux droits humains.

C'est pourquoi, Amnesty International demande une fois encore à l'ETA de mettre un terme définitif et immédiat à sa campagne d'assassinats, de menaces et d'autres atteintes graves aux droits humains.

Complément d'information

L'ETA est responsable de la mort de plus de 800 personnes, parmi lesquelles des policiers et des soldats, depuis le lancement de sa campagne pour l'indépendance il y a près de quarante ans. En mai 2005, le Parlement espagnol a approuvé l'ouverture d'un dialogue entre le gouvernement et ceux « *qui abandonnent la violence* ». Il y a eu ensuite, en mars 2006, l'annonce d'un « *cessez-le-feu permanent* » par l'ETA qui déclarait alors que l'objectif de cette décision était « *de conduire un processus démocratique au Pays basque... dans lequel nos droits en tant que peuple soient reconnus.* »

Les tensions entourant ce dialogue se sont accrues après l'éclatement de violences dans la région basque en septembre 2006 suivi du vol, en octobre, de 350 armes à feu dans un dépôt français. Le 30 décembre 2006, une bombe explosait dans le parking de l'aéroport Barajas de Madrid, faisant deux morts. Une heure avant l'explosion, l'ETA avait prévenu par téléphone qu'une bombe allait exploser. Le gouvernement avait ensuite annoncé la fin du dialogue.

Le 5 juin 2007, l'ETA déclarait que son « *cessez-le-feu permanent* » était terminé et que les attentats à l'explosif allaient reprendre. Le 24 août 2007, une voiture piégée explosait devant un poste de la Garde civile à Durango, au Pays basque, faisant des dégâts matériels mais pas de victime. Le 9 octobre, le garde du corps d'un conseiller basque était blessé dans un nouvel attentat. Le 1^{er} décembre, deux gardes civils non armés ont été abattus en France par des personnes soupçonnées d'être des membres de l'ETA.

Dans sa déclaration du 2 avril 2008, l'ETA a également revendiqué la responsabilité de quatre autres attentats à l'explosif au cours de ces derniers mois. Trois d'entre eux ont eu lieu au Pays basque : dans un tribunal de Bergara le 8 février, dans une tour des télécommunications dans la province de Vizcaya le 23 février et dans les locaux du Parti socialiste basque (qui fait partie du PSOE) à Derio le 29 février. Le quatrième attentat contre un bâtiment de la Garde civile à Calahorra, le 21 mars, a blessé un policier.